



Bulletin Mensuel de Statistiques des Finances Publiques



LES FAITS MARQUANTS

Au niveau des Recettes

- * Les Recettes Fiscales sont en baisse de 4% en raison des évolutions négatives des Impôts Directs (3%), des Impôts Indirects (6%) et des Droits de Douane (17%);
- * L'impôt sur les sociétés (IS) diminue de 11 % suite à la réduction de la contribution de la CDG par rapport à celle, exceptionnelle, de Janvier 2003;
- * Le recul des Droits de Douane de 17% fait suite, entre autres facteurs, à la poursuite du démantèlement tarifaire;
- * Les recettes de la TVA sont en progression de 23% en raison de l'augmentation importante de la TVA à l'intérieur;
- * Les recettes des taxes intérieures de consommation sont en diminution de 37%. Cette évolution fait suite, principalement, à la suppression de la Tic applicable à certains combustibles (LF 2004).

Au niveau des Dépenses

- * Les dépenses de Personnel sont en hausse de 7%;
- * Forte hausse (16,0 %) des dépenses Matériel;
- * Les intérêts de la Dette Publique (intérieure et extérieure) so**nt en** hausse de 25 % en raison essentiellement de l'évolution de ceux de la dette intérieure qui augmentent de 37%.

LES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

A fin Janvier 2004, <u>la situation des Charges et Ressources du Trésor</u> s'est soldée par un excédent de financement de près de 1.319 MDH contre 4.200 MDH en janvier 2003 sous l'effet des évolutions suivantes.

- I <u>Les Recettes Ordinaires</u>, réalisées à hauteur de 8,3%, sont en légère baisse de 0,6% en raison de:
- * La **baisse des recettes de l'IS** qui ont régressé de 11%, du fait que la CDG n'en a versé que 279 MDhs contre 426 M.Dhs l'année dernière;
- * Le **recul des Droits de douane** de 17 % sous l'effet de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire;
- * Et la **diminution des recettes d'Impôts Indirects de** 6% et ce, malgré la bonne performance des recettes TVA (+23%). Cette évolution s'explique par:
- i) d'une part la baisse des Tic sur les produits énergétiques suite à l'entrée en application de la mesure prévue dans la LF 2004 qui supprime la Tic applicable à certains combustibles nécessaires à la production de l'énergie électrique;
- ii) et d'autre part, le niveau relativement important des versements des TIC sur les tabacs manufacturés en janvier 2003 qui, en réalité intégraient encore des reliquats de l'ancien système de taxation de l'activité de la Régie des Tabacs;
- *II* <u>Les Dépenses Ordinaires</u> augmentent de 12,2% sous l'effet des évolutions ci-après: Les dépenses de Personnel sont en augmentation de 7% alors que celles relatives au Matériel et aux Intérêts de la dette publique sont en hausse respectives de 19,5 % et 24,6 %.
- Aussi, le **Solde Ordinaire** s'établit à -452 MDH contre près de 640 MDHs à fin Janvier 2003.
- <u>Le déficit global du trésor</u> n'est que de 91 MDH seulement contre 1.560 MDH en une année auparavant ; le solde des comptes spéciaux du Trésor ayant été réduit de près de 26%.

Compte tenu de la variation des instances de paiement, réduite de plus que la moitié entre Janvier 2003 et 2004, il en résulte un **excédent de financement** de 1.319 MDH. Ce dernier a permis de couvrir largement les besoins nets en financements extérieurs, qui se chiffrent à 2.150 MDH, et de desserrer la pression sur les circuits de financement interne.

Ainsi, sur le plan des composantes du financement intérieur, on note:

- La baisse de l'apport net du marché des adjudications: 1.370 MDH en janvier 2004 contre 4.840 MDH en 2003
 - La hausse importante de l'encours des dépôts au trésor de 3.702 MDH
 - et un solde excédentaire du compte Courant du Trésor à BAM de 106 MDH.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités locales)

	Janv 2003 (1)	Prévu LF 2004 (2)	Janv2004 (3)	Taux de Réal (3) / (2)	Var. en % (3) / (1)
1- RECETTES ORDINAIRES	9 121	108 668	9 063	8	-1
1.1- Recettes fiscales	8 512	83 268	8 201	10	-4
- Impôts directs	3 294	33 230	3 205	10	-3
- Impôts indirects	3 038	34 468	2 870	8	-6
- Droits de douane	1 011	10 218	842	8	-17
- Enregistrement et timbres	1 169	5 352	1 284	24	10
1.2- Recettes non fiscales	221	21 520	439	2	99
- Monopoles	76	5 676	194	3	155
- Domaine	10	178	10	6	0
- Autres recettes	135	3 666	235	6	74
- Privatisation	0	12 000	0		
1.3- Recettes de certains CST	388	3 880	423	11	9
- Fonds de soutien des prix	212	1 810	253	14	19
- Fonds spécial routier	176	2 070	170	8	-3
2- DEPENSES ORDINAIRES	8 481	100 439	9 5 1 5	9	12
- Biens et services	6 833	79 410	7 472	9	9
Personnel	4 979	53 567	5 321	10	7
Autres biens et services	1 854	25 843	2 151	8	16
- Intérêts de la dette	1 648	17 629	2 043	12	24
Intérieure	1 358	14 548	1 849	13	36
Extérieure	290	3 081	194	6	-33
- Compensation	0	3 400	0		
dont Fonds de soutien des prix	0	1 810	0		
3- SOLDE ORDINAIRE	640	8 229	-452	-5	
4- INVESTISSEMENT	150	21 683	252	1	68
dont Fonds Spécial Routier	0	2 070	4	0	
5- SOLDE DES CST	1 070	96	795		
6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	1 560	-13 358	91		
7- VARIATION DES INSTANCES	2 640	0	1 228		
8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	4 200	-13 358	1 319		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	-1 669	16 940	831		
dont:					
Adjudications	4 840		1 370		
Bons à 6 mois	-138		25		
Autres emprunts	-1 696		10		
Dépöts au trésor	-803		3 702		
CCTrésor à BAM	1 356		-106		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-2 531	-3 582	-2 150		
Tirages	90	4 780	111		
Amortissements	-2 621	-8 362	-2 261		

	Janvier 2003.	Prévu LF 2004	Janveir 2004	Taux réal.	Var en %
RECETTES FISCALES	<u>8 512</u>	<u>83 268</u>	<u>8 201</u>	<u>10</u>	<u>-4</u>
IMPÔTS DIRECTS	3 294	33 230	3 205	10	-3
Impôts des Patentes	6	300	9	3	50
Impôts sur les Sociétés	1 010	12 858	895	7	-11
I.G.R	2 215	19 337	2 251	12	2
Autres	21	115	19	17	-10
Majorations de retard	42	620	31	5	-26
DROITS DE DOUANE	1 011	10 218	842	8	-17
IMPÔTS INDIRECTS	3 038	34 468	2 870	8	-6
TVA	1 606	19 099	1 970	10	23
T.V.A - intérieure	800	8 913	1 132	13	42
T.V.A - importation	806	10 186	838	8	4
TIC	1 432	15 369	900	6	-37
TIC Tabacs manufacturés	436	5 424	289	5	-34
TIC Prdts Énergétiques.	905	8 849	509	6	-44
Autres TIC	91	1 096	102	9	12
ENREGISTREMENT	1 169	5 352	1 284	24	10
RECETTES NON FISCALES	<u>221</u>	<u>21 520</u>	<u>439</u>	<u>2</u>	<u>99</u>
MONOPOLES	76	5 676	194	3	155
PRIVATISATION	0	12 000	0	0	
REC. EN ATT. DE DEPENSES	4	551	80	15	
DONS et FONDS DE CONCOURS	14	1 423	19	1	36
AUTRES PRODUITS	127	1 870	146	8	15
TOTAL	<u>8 733</u>	<u>104</u>	<u>8 640</u>	<u>8</u>	-1

A *fin janvier 2004*, les recettes définitives du Budget Général de l'État ont été réalisées à hauteur de 8% des prévisions sous l'effet conjugué d'un taux de réalisation de 10% des recettes fiscales et de 2% des recettes non fiscales.

i) Les recettes fiscales

Avec un montant de 8,2 MMDH, les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 10% des prévisions de la loi de finances et sont en baisse de 4% par rapport à fin janvier 2003. Cette progression est le résultat des évolutions suivantes :

- ➤ Les impôts directs, réalisés à hauteur de 10%, ont diminué de 3% par rapport à fin janvier 2003. Cette évolution est attribuable aux :
- **Recettes de l'1.S** qui ont enregistré une baisse de 11% du fait que la CDG n'en a versé que 279 MDH contre une contribution, exceptionnelle, de 426 MDH en janvier 2003.
- et aux **Recettes de l'I.G.R** qui, avec un taux de réalisation de 12% n'enregistrent légère progression de 2% par rapport à fin janvier 2003.
- ➤ Les droits de douanes dont le taux de réalisation est de 8%, accusent une baisse de 17% sous l'effet, entre autres, de la poursuite du processus du démantèlement tarifaire.
- ➤ Les impôts indirects, avec un taux de réalisation de 8%, sont en baisse de 6% suite aux évolutions ci-après :
 - Les recettes de *la TVA* réalisées à hauteur de 10% des prévisions enregistrent une hausse de 23%. Cette évolution résulte d'une amélioration de la TVA à l'intérieur de 42% conjuguée à une progression de la TVA à l'importation de 4%.

L'amélioration de la TVA à l'intérieur s'explique notamment par les rentrées de la TVA sur les tabacs manufacturés d'un montant de 122 MDH, et par une hausse de 95 MDH de la TVA versé par IAM.

- Les recettes de *la taxe sur les tabacs manufacturés*, ont été réalisées à hauteur de 5% des prévisions et marquent une baisse de 34% par rapport à fin janvier 2003. Cette baisse est à nuancer du fait qu'en janvier 2003, la régie des tabacs avait continué à verser les reliquats de la TIC sur l'exercice 2002.
- Les recettes de *la taxe sur les produits énergétiques* ont été réalisées à hauteur de 6% des prévisions et enregistrent une forte baisse de 44% suite à la suppression de la TIC applicable à certains combustibles servant à la production de l'énergie électrique (LF 2004).

NB: -L'évolution à la hausse ou à la baisse se fait en comparaison avec la période correspondante de l'année précédente.

- Le taux de réalisation est calculé par rapport aux prévisions de la LF.

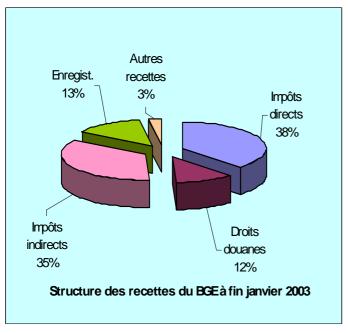
ii) Les recettes non fiscales

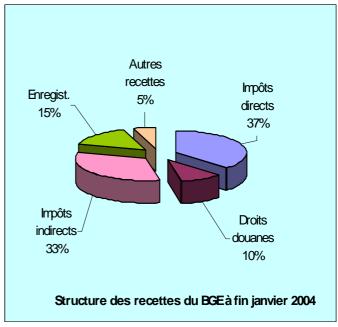
Avec un montant de près de 439 MDH, les recettes non fiscales ont presque doublé par rapport à Janvier 2003 bien qu'elles n'aient été réalisées qu'à hauteur de 2% par rapport aux prévisions.

Cette performance est le résultat des évolutions suivantes:

- Les recettes de monopoles, réalisées à hauteur de 3%, sont en hausse de 118 MDH ou de 155% par rapport à fin janvier 2003. Ceci s'explique par l'importance du versement effectué par l'Agence Nationale de la Conservation Foncière à hauteur de 100 MDH.
- ➤ Les dons et fonds de concours, réalisés à hauteur de 1% par rapport aux prévisions, enregistrent une hausse de 36%.
- ➤ Les autres produits, constitués principalement par les redevances Gazoduc (47 MDH), la commission de garantie (32 MDH) et les prélèvements sur les enjeux de courses (22 MDH), ont été réalisés à hauteur de 8% et ont enregistré une progression de 15%.

La structure des recettes budgétaires à fin janvier 2004, comparée à celle prévalant au terme du même mois de l'exercice précédent, fait ressortir une baisse de la part des impôts directs de 38% à 37%, une baisse de la part des droits de douane de 12% à 10%, une augmentation de la part des droits d'enregistrement de 13% à 15%.





iii) <u>Autres éléments d'explication de</u> l'évolution des recettes :

➤ Avec un montant de 303 MDH, *les recettes* réalisées au titre des impôts et taxes émis *par voie de rôles* (y compris la part des collectivités locales) enregistrent une baisse de 28% en comparaison avec celles recouvrées à fin janvier 2003.

Si l'on exclut le rôle émis à l'encontre de la CDG et recouvré en Janvier 2003, l'évolution desdites recettes n'aurait pas été significative.

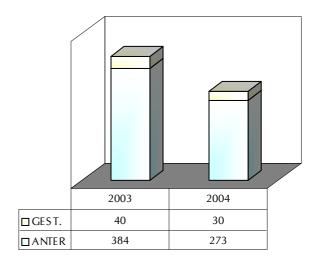
➤ Les émissions se sont chiffrées à 148 MDH, à fin janvier 2004 contre 222 MDH une année auparavant, soit une baisse de 33%.

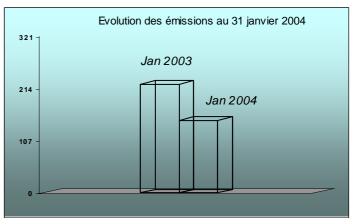
➤ Les dépenses fiscales (*) sont, elles aussi, en baisse de 34%. Leur montant global s'élève à 68 MDH contre 103 MDH une année auparavant.

Les annulations d'impôts, en diminution de plus de la moitié, ont concerné essentiellement l'I.S (9 MDH) et l'I.G.R (4 MDH).

S'agissant des restitutions sur impôts et taxes, elles sont en légère baisse et portent principalement sur la TVA.

RECOUVREMENTS SUR GESTION ET ANTERIEURS





Les dépenses fiscales à fin janvier 2004

	Fin janvier 2003		Fin ja	Fin janvier 2004			
	Total	Annul.	Restit.	Total	Annul.	Restit.	%
TVA	45	16	29	38	2	36	-17
IS	19	3	16	13	9	4	-30
IGR	4	3	1	6	4	2	62
Autres	35	33	2	10	9	1	-70
Total	103	55	48	68	24	43	-34

^(*) Entendus dans le présent bulletin comme étant les annulations et restitutions sur les prises en charge des comptables publics.

DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

(*) Provisoire

Dépenses du Budget Général de l'Etat

Les émissions des dépenses imputées au Budget Général de l'État ont atteint 12,9 MMDH, soit un taux d'exécution de 9%. Les dépenses ainsi émises sont constituées à la hauteur de 58% par les dépenses de la dette et de 2% par les dépenses d'investissement.

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement sont en hausse de 9% par rapport à fin janvier 2003 sous l'effet :

- d'une hausse de 7% des dépenses de personnel;
- d'une hausse de 20% des dépenses de matériel;
- D'une forte baisse des dépenses relatives aux subventions et transferts et;

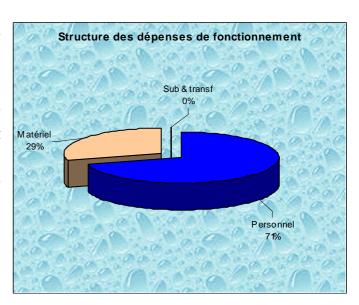
Comme en janvier 2003, il n'y a pas eu encore de déblocages au titre de la compensation.

La structure des dépenses de fonctionnement à **fin janvier 2004**, fait ressortir la prédominance des dépenses du personnel avec 71% suivies des dépenses de matériel avec 29%.

	Fin Jan. 03		Fin Jan. 04		
	Émissions	Prévis L.F 2004	Émissions	%	Evol.
TOTAL	12 077	141 868	12 916	9	7
Fonctionnement	6 950	81 047	7 552	9	9
Investissement	150	28 195	249	1	66
dont reports (*) Dette publique	4 977	9 000 41 626	5 115	12	3

Dépenses de Fonctionnement

	<u>Fin Janvier</u> <u>2003</u>	<u>Fin Janvier 2</u> 0				<u>004</u>	
	Réalisé	L.F. 2004	Réalisé	Taux E	vol.		
TOTAL	6 950	81 047	7 552	9	9		
Personnel	4 979	53 567	5 328	10	7		
Matériel	1 855	14 227	2 217	16	20		
Subv. & Transf.	116	6 550	7	0	-94		
Compensation	0	1 590	0	0			
Dép. imprévues.		5 113		0			



DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

global des crédits Le montant disponibles titre du budget au d'investissement est de 28,2 MMDH dont 19,2 MMDH de crédits ouverts par la LF et MMDH de reports. Ces d'investissement ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 1%.

Les crédits disponibles au titre des projets initiés par les départements ministériels n'ont fait l'objet d'émissions qu'à hauteur de 53 MDH enregistrant ainsi une baisse de 48% par rapport à fin janvier 2003.

Les subventions et transferts imputés sur les charges communes, d'une valeur de 196 MDH ont été réalisées à hauteur de 1% et sont en forte augmentation.

La structure des émissions des dépenses d'investissement réalisées à **fin janvier 2004** fait ressortir la prédominance des émissions relatives aux subventions et transferts qui représentent 79% contre 21% pour les projets initiés directement par les départements ministériels.

Les dépenses d'investissement

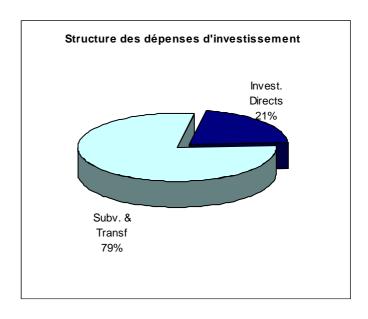
L.F	$\pmb{Reports}(*)$	Cr. disp	Emiss	Tx Réal	
19 195	9 000	28 195	249	1	

(*) Provisoire

Ventilation des dépenses d'investissement

	Réalisations Janvier 2003	Prévisions L.F.(*) 2004	Réalisations Janvier 2004	Taux de Réalisation	Évolution
TOTAL	<u>150</u>	<u>28 195</u>	249	<u>1</u>	<u>66</u>
1- Invts directs	101	12 782	<u>53</u>	<u>0</u>	<u>-48</u>
2- Subvent. et transferts	49	<u>15 413</u>	<u>196</u>	<u>1</u>	300
a- Subvent &tranferts/ Charges Communes	0	<u>6 484</u>	<u>0</u>	<u>o</u>	
-Dette des E.P	0	<u>1 531</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	
-Augmt.Capit des E.P	0	960	<u>0</u>	<u>0</u>	
-Concours divers	0	3 443	<u>0</u>	<u>0</u>	
-Rist. d'interêt& risque de change	0	<u>550</u>	<u>0</u>	0	
b-Autres subv(Minist.)	49	8 929	196	2	300

(*) Les reports de crédits sont intégralement imputés aux Ministères. .



DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

Ventilation des crédits d'investissement et des émissions du B.G.E

fin ianvier 2004. Les crédits délégués d'investissement aux services déconcentrés se sont établis, à 154 MDH soit du montant global des crédits d'investissement.

Les émissions se rapportant aux crédits délégués se sont situées à 4 MDH enregistrant ainsi un taux de réalisation de 3%. Celles se rapportant aux crédits affectés aux administrations centrales ont été réalisées à hauteur de 1%.

	Crédits	Émissions	Taux Réal
Administration centrale	28 041	245	1
Services déconcentrés	154	4	3
Total	28 195	249	1

Instances de paiement du Trésor

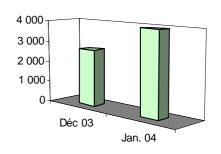
Mois	Décembre 2003	Janvier 2003	Variation
Montants	2 709	3 937	1 228

Les instances de paiement du Trésor se sont établies à 3,9 MMDH à fin janvier 2004 enregistrant ainsi une hausse de 45% par rapport à leur niveau à fin décembre 2003. La part du secteur privé dans ces instances s'élève à 2,6 MMDH, soit 65%, contre 3,5 MMDH un an auparavant.

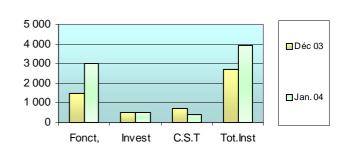
Les instances relatives aux dépenses de fonctionnement représentent 76% du total contre 13% pour les dépenses d'investissement et 11% pour les Comptes Spéciaux du Trésor.

Les règlements effectués par la TGR à fin janvier 2004, s'élèvent à 21,5 MMDH dont 53% au titre de la dette publique, 38% pour les dépenses de fonctionnement, 5% pour les dépenses d'investissement et 4% pour les CST.

Evolution des instances



Evolution des composantes des instances



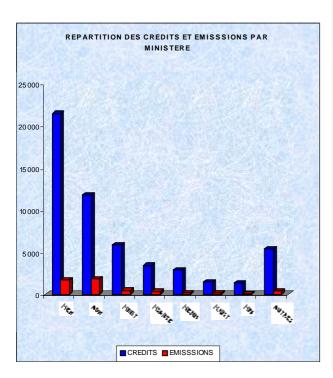
	Fonct	Invest	CST	Dette	Total
Règlements fin janvier 2004	8 142	971	900	11 512	21 525

EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL PAR DEPARTEMENT

Les crédits ouverts par la loi de finances au titre des dépenses de personnel du BGE s'élèvent à 53,6 MMDH. Quatre Ministères se répartissent 80% du total de ces crédits à savoir le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (40%), l'Administration de la Défense Nationale (23%), le Ministère de l'Intérieur (11%) et le Ministère de la Santé (6%).

Quant aux émissions du mois, elles ont atteint 5,3 MMDH, soit un taux d'exécution de 10% et concernent principalement les quatre départements sus-indiqués.

Il est à signaler que les dépenses de personnel, interviennent pour 41% dans les dépenses du BGE exécutées à fin janvier 2004 et absorbent près de 64% des recettes fiscales réalisées au terme de la même



	Crédits	Émission	ns à fin jan	vier 04	Taux
Ordonnateurs	LF 2004	PPR	TP	Total	Réal
Éducation Nat et Jeunesse	21 434	1 750	0	1 750	8
Défense Nationale	11 780	643	1192	1835	16
Intérieur	5 858	472	4	477	8
Santé	3 446	345	0	345	10
Enseignement Sup.	2 883	217	0	217	8
Justice	1 456	146	0	146	10
Finances	1 348	103	0	103	8
Affaires Étrangères	919	21	0	21	2
Agriculture	690	64	0	64	9
Cour Royale	665	34	63	97	15
Équipement Transport	585	61	0	61	10
Eaux et Forêts	321	17	0	17	5
Aménagement Territ.	314	9	0	9	3
Chambre Représentants	178	0	12	12	7
Prévision économiques	176	15	0	15	8
Emploi Affaires Sociales	163	14	0	14	8
Habitat et Urbanisme	152	12	0	12	8
Chambre Conseillers	150	0	10	10	6
Culture	128	10	0	10	8
Énergie et Mines	116	9	0	9	8
Industrie & Télécom.	101	9	0	9	9
Pêche Maritime	99	6	0	6	7
Artisanat	97	7	0	7	7
Tourisme	87	7	0	7	8
Sport	67	24	0	24	36
Juridictions financières	57	4	0	4	7
Communication	56	4	0	4	8
Modernisation Sect. publ.	41	3	0	3	7
Premier Ministre	40	4	0	4	9
Affaires Islamiques	39	3	0	3	8
S.G.G	33	2	0	2	7
Anciens Résistants	32	2	0	2	8
Commerce Extérieur	18	0	0	0	0
Affaires Économiques	16	1	0	1	6
Relations Parlement	11	1	0	1	8
Droits de l'Homme	10	1	0	1	8
Autres (*)				25	
TOTAL BG	53 566	4 021	1281	5 328	10
(**) Dénenses de personnel réglées par les	Trácororios rág	ionalas neóf	actorales et m	way in aialaa	

(**) Dépenses de personnel réglées par les Trésoreries régionales, préfectorales et provinciales.

DELAIS D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT (*)

Les règlements effectués par la Trésorerie principale au titre des dépenses bénéficiant aux entreprises privées et aux particuliers au cours de l'année 2004 s'élèvent à 151,4 MDH dont 62% sont imputables au ministère de la justice.

Ces règlements ont été faits sur la base de 360 ordonnances de paiement (OP) dont 26 % pour le seul Ministère des Finances.

L'analyse des délais de paiement de ces OP permet de faire les observations suivantes :

➤ Le délai moyen d'ordonnancement qui correspond à la période courue entre la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est de 162 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant départements suivants: l'Emploi, l'Éducation Nationale, le Plan et l'Artisanat.

➤ Le délai moyen de règlement qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la TGR et celle de son règlement est de 33 jours, soit près de la moitié du délai constaté une année auparavant.

Ordonnateurs	Montant en milliers DH	Nombre OP		s moyen ours de
			Ordonnan- cement	Règlement
Justice	93 118	45	137	25
Éducation Nationale	18 318	23	347	30
Intérieur	13 694	36	175	29
Défense Nationale	11 045	16	136	26
Finances	5 355	95	155	38
Affaires Culturelles	1 906	2	290	50
Tourisme	1 882	24	55	38
Artisanat	1 848	7	316	32
Équipement	1 004	43	116	31
Modérn. Secteurs	841	7	56	28
Pêches	511	4	283	36
Plan	490	5	334	29
Industrie	415	2	230	28
Emploi	365	15	358	35
Habitat	332	18	81	38
Commerce Extérieu-	89	4	44	33
Eaux et forêts	63	2	179	37
Anciens Résistants	61	2	158	36
Énergie et Mines	40	2	84	30
Agriculture	16	8	53	32
TOTAL	151 393	360	162	33

^(*) Il s'agit des délais portant uniquement sur les bons de commande et sur les marchés qui nécessitent un examen approfondi.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR (CST)

	RECETTES		<u>DEPENSES</u>			
	LF 2004	Réal. Jan. 04	Γaux Réal	LF 2004	Réal Jan. 04	Taux Réal
AFFECTATION SPECIALE (CAS)	19 019	2 087	11	19 019	626	3
Part des CL produit T.V.A	8 185	844	10	8 185	6	0
Fonds Soutien des p. alimentaires	1 810	253	14	1 810		0
Fonds spécial routier	2 070	170	8	2 070	4	0
Fonds de développement agricole	600		0	600		0
Fonds. Équipe. Lutte contre chômage	567		0	567		0
Fonds de remploi domanial	697	11	2	697		0
Autres	5 090	809	16	5 090	616	12
COMPTES DE PRETS	338	5	1	180	0	0
DEPENSES SUR DOTATION (CDD)	4 681		0	4 681	250	5
A.D.N	4 600		0	4 600	250	5
AUTRES COMPTES SPECIAUX	8		0	70	2	3
TOTAL	24 046	2 092	9	23 950	878	4

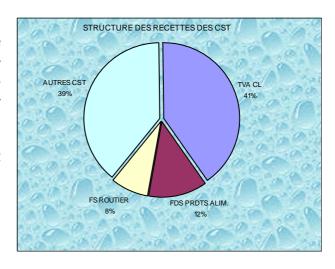
Les recettes

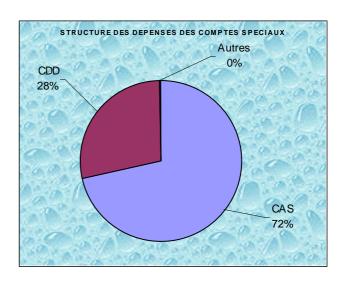
A fin **Janvier 2004**, les recettes des CST se sont établies à 2,1 MMDH soit un taux de réalisation de 9% des prévisions. Ces recettes concernent principalement les CAS et se répartissent comme suit:

- La part des collectivités dans le produit de la TVA avec 844 MDH;
- Le Fonds de soutien des produits alimentaires avec 253 MDH soit un taux de réalisation de 14% et;
- Le Fonds spécial Routier de 170 MDH.

Les dépenses

Les émissions de dépenses des CST ont atteint 878 MDH et ont concerné essentiellement les CAS avec 626 MDH et les comptes de dépenses sur dotations avec 250 MDH, soit respectivement 3% et 5% des prévisions.





DETTE DIRECTE DU TRESOR

A **fin Janvier 2004**, les recettes d'emprunt se sont élevées à 5,7 MMDH et ont été réalisées à hauteur de 16%. Il s'agit essentiellement de recettes au titre d'emprunts intérieurs évaluées à 5,6 MMDH.

Quant aux charges en intérêts de la dette directe du Trésor, elles s'élèvent à plus de 2 MMDH; enregistrant ainsi une hausse de 24% par rapport au même mois de l'année précédente. Cette évolution est le résultat d'une baisse de la dette extérieure (-33 %) et d'une hausse de la dette intérieure (+37%).

A eux seuls, les intérêts et commissions sur dette intérieure représentent 90% de ce service.

Les dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée ont été réalisées à hauteur de 13% des crédits ouverts à ce titre, soit 3 MMDH réparties à raison de 1,4 MMDH pour la dette extérieure et 1,6 MMDH pour la dette intérieure.

Charges en intérêts de la dette

	Fin Jan. 03	Fin Janv 04	Evol (%)
Total	<u>1 639</u>	<u>2 039</u>	<u>24</u>
Dette Ext.	290	194	-33
Dette Int.	1 349	1 849	37

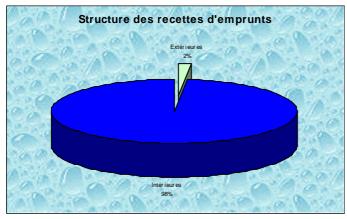
Exécution de la Loi de Finances 2004

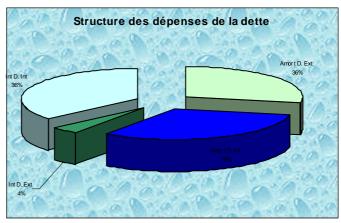
Recettes d'emprunt

	Prévu LF	Réalisé	Taux Réal.	
Total	<u>36 580</u>	<u>5 707</u>	<u>16</u>	
E xtérieur	4 780	91	2	
Intérieur	31 800	5 616	18	

Charges de la dette

	Crédits ouverts	Réalisations	Taux Réal.
Total	41 627	<u>5 119</u>	<u>12</u>
Amortissements	23 998	3 076	13
D. Extérieure	8 362	1 433	17
D. Intérieure	15 636	1 643	11
Intérêts & Commis.	17 629	2 043	12
D. Extérieure	3 081	194	6
D. Intérieure	14 548	1 849	13





DETTE DIRECTE DU TRESOR

Les opérations de la dette extra budgétaire ont généré un flux net négatif de 3,2 MMDH. Cette situation s'explique par :

- un flux net négatif de 2,6 MMDH,dégagé par la dette intérieure résultant essentiellement des souscriptions sur le marché des adjudications (bons inférieurs ou égaux à 2 ans);
- des opérations de la dette extérieure hors budget qui se sont soldées par un flux net négatif de 593 MDH;

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 299,4 MMDH dont 71% au titre de la dette intérieure. Il enregistre ainsi une légère réduction de 0,2% par rapport à fin Janvier 2003.

Les bons du trésor émis par voie d'adjudications représentent, à eux seuls, 93% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 1% par rapport au même moi de l'année précédente.

DETTE EXTRA BUDGETAIRE

	Recettes	<u>Dépenses</u>	<u>Flux</u>
TOTAL	<u>3 236</u>	<u>6 397</u>	<u>-3 161</u>
A-Dette Intérieure	<u>3 001</u>	<u>5 569</u>	<u>-2 568</u>
Bons Adju (= ou < 2 ans)	2 207	4 800	-2 593
Bons du Trésor à 6 mois	794	769	25
B-Dette Extérieure	<u>235</u>	<u>828</u>	<u>-593</u>
Crédits Fournisseurs étrang.	9	75	-66
Aide Balance des Paiem	0	0	0
Blé Français	20	19	1
Blé Américain	0	8	-8
Fonds monétaire arabe	0	0	0
Comptes rééchelonnement	206	726	-520

ENCOURS TOTAL

	<u>Fin 2003</u>	Fin Jan. 04	Evol (%)
TOTAL	299 963	299 413	-0,2
Dette extérieure	88 316	86 381	-2,2
Dette intérieure	211 647	213 032	0,7
dont :			
Adjudications	197 101	198 471	0,7
E.Oblig & Conv.	7 926	7 936	0,1
Emp. Nationaux	729	729	
BT à 6 mois	3 056	3 081	0,8
Jeunes Promot.	480	480	
Prog socio-écon.	2 052	2 032	-1,0
Autres	303	303	

